

EXPLICATION

L'embarras du PS sur le traité européen simplifié

Nicolas Sarkozy a reçu hier François Hollande à l'Élysée, dans le cadre de sa consultation des partis politiques sur le nouveau traité européen. Un sujet toujours aussi épineux chez les socialistes qui s'étaient déchirés ouvertement lors du référendum sur le traité constitutionnel européen.

Quelle est aujourd'hui la position du PS sur l'Europe ?

Les socialistes sont unis sur un point : ils demandent que le futur traité soit ratifié en France par référendum plutôt que par un vote des parlementaires réunis à Congrès. Une position consensuelle mais... inutile, le chef de l'État ayant maintes fois affirmé que la ratification se ferait par la voie parlementaire.

Hier, François Hollande n'a donc pu que « déplorer » cette situation. Au-delà de la procédure, cependant, le PS demeure dans le plus grand flou, tiraillé entre les partisans du « oui », du « non » ou de l'abstention. Seule certitude, rappelée hier par François Hollande : « Nous ne nous opposerons pas à ce texte » dont le « mérite majeur est de permettre à l'Europe de sortir de l'impasse ».

Le PS peut-il encore parler d'une seule voix ?

Même s'il écarte la possibilité de voter « non », le PS n'est guère plus avancé pour autant. Selon Benoît Hamon, responsable des questions européennes au PS, la seule solution « qui puisse mettre tout le monde d'accord, c'est l'abstention ».

Ce non-choix aurait le mérite de constituer une voix médiane entre tenants du « oui » et partisans du « non ». Mais cette option est déjà combattue par les deux camps. Jean-Luc Mélenchon est déjà parti en campagne sur le thème :

« C'est toujours non. »

Jack Lang, Bertrand Delanoë et Ségolène Royal ont déjà assuré qu'ils approuvaient le texte. Pour Vincent Peillon, l'abstention aurait surtout l'immense désagrément de laisser penser que le PS n'a plus d'avis sur une question aussi essentielle que la construction européenne : « L'abstention n'est pas une position. On est pour ou on est contre. » Faute de consensus, le bu-

reau national du PS tranchera par un vote le 6 novembre prochain. Les partisans du « oui » devraient être majoritaires, selon les pointages des « solférinologues ». Mais rien ne dit qu'ils sauront, mieux qu'en 2005, éviter la cacophonie et faire respecter la ligne officielle du parti.

Même s'il écarte la possibilité de voter « non », le Parti socialiste n'est guère plus avancé pour autant.

Pourquoi le PS se sent-il pris au piège ?

« Ne soyons pas dupes, Sarkozy se sert de ce débat pour nous piéger », estime un proche de François Hollande.

Il est vrai que la rencontre au sommet d'hier a montré que le PS abordait l'échéance en position d'extrême faiblesse. D'un côté,

Nicolas Sarkozy, revendiquant le nouveau traité comme un succès personnel, assuré de rassembler la quasi-totalité de son camp pour approuver le texte. De l'autre, François Hollande, à la tête d'une formation affaiblie, est à la peine pour rassembler son parti. « Sarkozy cherche à raviver les divisions à gauche à la veille des élections municipales », s'inquiète ainsi Benoît Hamon. En effet, non seulement le traité réveille les vieux démons à l'intérieur du PS, mais il oppose en plus les partis de gauche. Le PS penche vers le « oui », les chevènementistes et surtout le PCF défendent le « non ». Un cactus de plus au moment où les formations de gauche négocient leurs accords pour les municipales.

MATHEU CASTAGNET

Les élus corses attendent l'« impulsion » du gouvernement

Pour son deuxième conseil des ministres décentralisé, le gouvernement se déplace aujourd'hui et demain en Corse, où les élus attendent des annonces fortes pour leur île

BASTIA (Haute-Corse),
AJACCIO (Corse-du-Sud)
Correspondance spéciale

« Un président, ami de l'île », aux « relations directes, sans langue de bois », qui « connaît les Corses et les apprécie », et à qui « confiance est donnée ». Dans un échiquier politique local très complexe, la chose est assez rare pour être soulignée : à l'unanimité, la méthode Nicolas Sarkozy plaît. Seul bémol, celui des nationalistes qui « n'attendent rien de la France » et jugent que « la solution du problème corse se trouve en Corse ». Sinon, à droite comme à gauche, les élus s'accordent pour « briser la logique

JP AMET/MAXPPP

d'assistanat » souvent accolée à la Corse. En préparation au conseil des ministres décentralisé, ils ont tous remis un dossier

de propositions au gouvernement afin de conforter leur région, la plus décentralisée du pays, dans une relation de « partenariat » avec l'État.

« La Corse a donné un signal fort au président lors de son élection (NDLR : avec plus de 60 % des voix), rappelle Camille de Rocca-Serra, le président (UMP) de l'Assemblée de Corse. On attend une impulsion de lui. Il doit montrer qu'il n'y a pas de raison de désespérer de cette Corse passée à côté des Trente Glorieuses. » En 2002, le gouvernement Jospin avait ainsi lancé un plan exceptionnel d'investissement (PEI) de 2 milliards d'euros sur quinze ans pour rattraper le retard de développement de l'île. À mi-parcours, certains élus dénoncent la lenteur de sa mise en œuvre. « Chaque année, nous dépensons de 10 à 12 millions d'euros, c'est à peine 10 % de la somme prévue. Alors, il faut arrêter les boniments. L'État doit respecter ses engagements », proteste Paul Giacobbi, député (PRG) et président du conseil général de Haute-Corse.

À Ajaccio, le député et maire

(divers gauche) Simon Renucci demande même une « convention additionnelle » pour rééquilibrer des dépenses trop en faveur, selon lui, de Calvi et Porto-Vecchio, les fiefs des présidents de l'Assemblée et du conseil exécutif corses.

La Corse souhaite devenir une vitrine du savoir-faire environnemental français au sein de l'Union méditerranéenne, prônée par Nicolas Sarkozy.

« Il faut aller plus loin que le PEI, vers un plan de modernisation corse, suggère José Rossi, ancien ministre de l'industrie et ancien président (UMP) de l'Assemblée de Corse. Il faut donner aux PME les moyens d'être compétitives et innovantes. » En clair, élargir le dispositif actuel de crédit d'impôt et alléger les charges sociales, notamment dans les secteurs de

L'étang de Biguglia près de Bastia.

La deuxième réserve naturelle du pays recevra la visite du chef de l'État aujourd'hui.

l'environnement et des énergies renouvelables.

« Nous avons une carte à jouer sur le solaire, l'éolien et la biomasse, insiste Ange Santini, le président du conseil exécutif. L'université de Corte a, par exemple, déposé des brevets de persiennes et gouttières solaires. L'État doit nous aider en transférant de nouvelles unités de recherche. » Le président de la République a d'ailleurs prévu de visiter aujourd'hui l'étang de Biguglia, près de Bastia, la deuxième réserve naturelle de France, puis de participer à une table ronde avec des chercheurs et des universitaires regroupés au sein de Cap Énergie, le pôle de compétitivité dédié au développement durable. La Corse souhaite devenir une vitrine du savoir-faire environnemental français au sein de l'Union méditerranéenne, prônée par Nicolas Sarkozy.

Lors de ces deux jours, le chef de l'État est, en outre, attendu sur une kyrielle de revendications comme le rapprochement des prisonniers corses, la promotion de la langue corse, mais aussi l'extension au secteur public de la « prime à la vie chère » (ou « prime d'insularité »), le raccordement de l'île au Galsi – le gazoduc Algérie-Italie via la Sardaigne –, ou encore une réforme du mode de scrutin à l'Assemblée territoriale. « La proportionnelle intégrale rend le système ingouvernable, estime Émile Zuccarelli, maire (PRG) de Bastia, ancien ministre de la fonction publique. L'Assemblée a des pouvoirs considérables, mais peine à dégager une majorité. Nous sommes soumis aux combines. » Sur les premiers dossiers, la réponse peut être rapide, mais sur ce dernier point, une solution ne devrait pas intervenir avant les prochaines échéances, en 2010.

GWENAËLLE MOULINS